

**NATIONS UNIES**

# **RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS**



**ASSEMBLEE GENERALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS: CINQUIEME SESSION  
SUPPLEMENT No. 13 (A/1330)**

*Lake Success, New-York  
1950*

( 10 p. )

## TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
I. COMPOSITION ET SÉANCES .....	1
II. MANDAT .....	1
III. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES .....	1
IV. BARÈME DE RÉPARTITION .....	2
V. BARÈME DES CONTRIBUTIONS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES.....	3
VI. AUTRES QUESTIONS EXAMINÉES PAR LE COMITÉ .....	4
ANNEXE: MANDAT DU COMITÉ DES CONTRIBUTIONS .....	5

### NOTE

Les documents des Nations Unies portent tous une cote, qui se compose de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document des Nations Unies.

## I. COMPOSITION ET SEANCES

1. Le Comité s'est réuni à Lake Success du 7 au 18 août 1950. Les membres suivants étaient présents:

M. Rafik ASHA  
M. H. CAMPION  
M. R. CHARRON  
M. Kan LEE  
M. Josué SAENZ  
M. Mitchell W. SHARP  
Mlle M. Z. N. WITTEVEEN

2. M. Seymour Jacklin et M. Frank Pace, qui font partie du Comité, ont été empêchés d'assister aux

séances. Ils ont désigné respectivement M. B. G. Fourie et M. S. McKee Rosen pour les représenter. Le Comité a accepté ces désignations et les deux membres nommés en remplacement ont participé aux travaux du Comité pendant toute la durée de la session.

3. M. P. M. Tchernychev, qui est également membre du Comité, n'a pas assisté aux séances.

4. Le Comité a réélu Mlle M. Z. N. Witteveen comme présidente et M. Josué Saenz, comme vice-président.

## II. MANDAT

5. L'Assemblée générale a décidé le 20 octobre 1949 (résolution 343 (IV)):

"Que, nonobstant les dispositions de l'article 149 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Comité des contributions procédera, en 1950, à une révision du barème de répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies et qu'un rapport sera soumis à l'Assemblée générale à sa prochaine session ordinaire."

6. En procédant à la révision du barème de répartition des dépenses, le Comité a pris pour guide le mandat primitif qui lui a été assigné par la résolution 14 A, 3 (I), en date du 13 février 1946, et les nouvelles instructions qui lui ont été données par l'Assemblée dans la résolution 238 A (III), en date du 18 novembre 1948. On trouvera dans l'annexe au présent rapport le texte de ce mandat et de ces instructions.

## III. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

7. Le Comité note avec satisfaction que le nombre des pays ayant transmis une évaluation officielle récente de leur revenu national s'est accru et que l'on peut constater une amélioration dans les statistiques économiques de base fournies par d'autres pays. Néanmoins, pour un certain nombre d'Etats Membres, le Bureau de statistique des Nations Unies a dû fonder ses évaluations sur des renseignements insuffisants. En utilisant les données statistiques fournies par le Secrétariat, le Comité a dû, par suite, tenir compte du degré d'exactitude des statistiques présentées pour les différents Etats Membres et de la mesure dans laquelle il est possible de les prendre pour base.

8. Le Comité exprime à nouveau l'espoir que les Etats Membres pour lesquels on ne dispose pas encore de données statistiques détaillées seront en mesure de fournir des renseignements statistiques plus complets et d'aider ainsi le Comité à corriger les imperfections du barème actuel.

9. En procédant à la comparaison des revenus nationaux des différents pays, le Comité s'est trouvé

à nouveau aux prises avec le difficile problème que l'on doit résoudre pour exprimer avec une unité commune, à savoir le dollar des Etats-Unis, des montants où les unités monétaires sont les différentes monnaies nationales. Au cours des années précédentes, le taux officiel de change en vigueur ne pouvait être employé à cet effet dans tous les cas. L'on avait donc tenu compte, chaque fois que cela était nécessaire, des changements qui s'étaient produits dans le pouvoir d'achat de la monnaie en question par rapport au dollar des Etats-Unis. A la suite de l'alignement monétaire auquel il a été procédé en septembre 1949 avec l'approbation du Fonds monétaire international, l'on peut penser maintenant que les nouveaux taux de change se rapprochent davantage de leur taux d'équilibre. Néanmoins, les récentes dévaluations n'ont vraisemblablement pas encore eu le temps d'exercer tout leur effet sur les prix et les revenus. Dans ces circonstances, le Comité a cru bon, pour procéder à la comparaison des revenus nationaux, de faire des calculs en partant de différentes hypothèses concernant le taux de conversion approprié.

#### IV. BAREME DE REPARTITION

10. Etant donné l'amélioration des statistiques dont on dispose et l'étude approfondie des statistiques à laquelle il s'est livré au cours des années précédentes ainsi qu'à sa cinquième session, le Comité a décidé qu'il était possible, cette année-ci, de commencer à corriger certaines des imperfections du barème de répartition. Certaines de ces imperfections proviennent des changements intervenus dans la capacité de paiement respective des différents pays depuis la fixation du barème primitif; d'autres imperfections sont inhérentes à ce barème. Le Comité reconnaît que de nombreux pays éprouvent encore des difficultés à se procurer des devises étrangères, en particulier des dollars des Etats Unis et des francs suisses.

11. Le Comité est d'avis qu'il convient de procéder progressivement et avec prudence lorsqu'il s'agit de recommander des modifications au barème. Comme on l'a déjà fait remarquer, les données économiques de base dont on dispose pour certains pays sont encore insuffisantes et il peut y avoir divergence d'opinion en ce qui concerne le taux à adopter pour la conversion des évaluations de revenus nationaux en une monnaie commune. Dans ces circonstances, le Comité considère qu'il ne doit proposer de modifications que dans les cas où il est pleinement convaincu que ces modifications sont justifiées par les données dont il dispose.

12. En pratique, le Comité a donc décidé cette année-ci comme les années précédentes de ne proposer, d'une manière générale — qu'il s'agisse d'augmentation ou de diminution — aucune modification annuelle de plus de 10 pour 100 du pourcentage de contribution d'un pays donné. Ce taux maximum de modification a été appliqué à la contribution des pays dont la quote-part actuelle semble être très différente de ce qu'elle serait dans le cas où le calcul reposerait sur les revenus nationaux respectifs et autres facteurs pertinents.

13. Lorsque, en octobre 1946, le Comité a présenté pour la première fois un barème de contribution, il a "exprimé son opinion sur la mesure dans laquelle a été réduite la capacité de paiement des pays qui avaient souffert de la guerre". A cette époque, le Comité escomptait qu'avant l'expiration de la période 1946-1948 — à laquelle le barème devait s'appliquer — "les désorganisations que la guerre" avait "causées dans les économies nationales" auraient "sensiblement diminué et que les évaluations révisées" pourraient "être établies sur une base statistique plus solide". Bien que le Comité ne dispose pas de renseignements complets sur la mesure dans laquelle les pays se sont relevés, depuis 1946, des "dislocations temporaires dans les économies nationales causées par la deuxième guerre mondiale", les chiffres officiels et autres renseignements lui ont paru suffisants pour justifier au moins les modifications proposées pour l'exercice prochain en ce qui concerne la contribution de ces pays.

14. En conséquence, le Comité recommande d'apporter des modifications au pourcentage de contribution des dix-neuf pays indiqués au tableau ci-dessous. Les cas demandant un examen particulier aux termes des instructions et des résolutions de l'Assemblée générale sont traités aux paragraphes 16, 17 et 19.

<i>Etats</i>	<i>Taux de contribution pour 1950</i>	<i>Taux de contribution recommandé pour 1951</i>	<i>Modification</i>
Afghanistan .....	0,05	0,06	+ 0,01
Australie .....	1,97	1,92	— 0,05
République socialiste soviétique de Biélorussie ....	0,22	0,24	+ 0,02
Canada .....	3,20	3,30	+ 0,10
Chili .....	0,45	0,41	— 0,04
Cuba .....	0,29	0,31	+ 0,02
Egypte .....	0,79	0,71	— 0,08
Grèce .....	0,17	0,18	+ 0,01
Guatemala .....	0,05	0,06	+ 0,01
Inde .....	3,25	3,41	+ 0,16
Pakistan .....	0,70	0,74	+ 0,04
Pays-Bas .....	1,40	1,35	— 0,05
Pologne .....	0,95	1,05	+ 0,10
Syrie .....	0,12	0,11	— 0,01
Tchécoslovaquie .....	0,90	0,99	+ 0,09
Thaïlande .....	0,27	0,24	— 0,03
République socialiste soviétique d'Ukraine' .....	0,84	0,92	+ 0,08
Union Sud-Africaine .....	1,12	1,04	— 0,08
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	6,34	6,98	+ 0,64
Venezuela .....	0,27	0,30	+ 0,03
Yougoslavie .....	0,33	0,36	+ 0,03

15. La somme des modifications ci-dessus fait apparaître un solde excédentaire de 1 pour 100.

16. *Suède.* — Le Comité a examiné de nouveau la contribution de la Suède en tenant compte de la situation économique de ce pays et de l'application de la règle relative à la contribution maximum par habitant de chaque Etat Membre. Le Comité recommande de réduire de nouveau la contribution de la Suède en la ramenant de 1,98 à 1,85 pour 100. Cette réduction de 0,13 pour 100 ramènerait la contribution par habitant de la Suède à un taux voisin du taux du pays dont la contribution est la plus élevée.

17. *Etats-Unis d'Amérique.* — Le Comité avait proposé, l'année dernière, de réduire de 0,10 pour 100 la contribution des Etats-Unis en tant que "première mesure prise pour mettre en œuvre la décision adoptée l'année dernière par l'Assemblée générale et les instructions de l'Assemblée au Comité des contributions". Ni les débats de l'Assemblée générale, ni la résolution 238 (III) ne donnent d'indication sur l'ordre de grandeur de la réduction à apporter à la contribution des Etats-Unis pour une année donnée. Le Comité pourtant croit devoir comprendre qu'il a été invité à prendre de nouvelles mesures pour appliquer cette résolution. En conséquence, il recommande que le solde excédentaire qui résulte des modifications proposées ci-dessus soit utilisé pour réduire la contribution des Etats-Unis de 39,79 à 38,92 pour 100, c'est-à-dire de 0,87 pour 100.

18. On se gardera d'en déduire qu'en faisant cette recommandation, le Comité a décidé, à titre de règle pratique pour l'avenir, d'utiliser automatiquement le solde excédentaire résultant de révisions des contributions des Etats Membres pour réduire la contribution du pays dont la participation aux dépenses est la plus élevée; la quote-part d'autres pays, y compris certains dont la contribution est élevée, devra, elle aussi, faire l'objet d'un nouvel examen attentif.

19. Israël. — A la demande de l'Assemblée générale, le Comité a procédé à un examen particulièrement approfondi de la contribution d'Israël. Compte tenu des renseignements disponibles, le Comité a conclu qu'il n'y avait pas lieu de recommander une modification de cette contribution.

20. Le Comité recommande d'adopter, mais pour une année seulement, le barème de répartition suivant :

**BARÈME DE RÉPARTITION POUR L'ANNÉE 1951**

<i>Pays</i>	<i>Pourcentage</i>
Afghanistan .....	0,06
Arabie saoudite .....	0,08
Argentine .....	1,85
Australie .....	1,92
Belgique .....	1,35
République socialiste soviétique de Biélorussie .....	0,24
Birmanie .....	0,15
Bolivie .....	0,08
Brésil .....	1,85
Canada .....	3,30
Chili .....	0,41
Chine .....	6,00
Colombie .....	0,37
Costa-Rica .....	0,04
Cuba .....	0,31
Danemark .....	0,79
République Dominicaine .....	0,05
Egypte .....	0,71
Equateur .....	0,05
Etats-Unis d'Amérique .....	38,92
Ethiopie .....	0,08
France .....	6,00
Grèce .....	0,18
Guatemala .....	0,06
Haïti .....	0,04
Honduras .....	0,04

<i>Pays</i>	<i>Pourcentage</i>
Inde .....	3,41
Iran .....	0,45
Irak .....	0,17
Islande .....	0,04
Israël .....	0,12
Liban .....	0,06
Libéria .....	0,04
Luxembourg .....	0,05
Mexique .....	0,63
Nicaragua .....	0,04
Norvège .....	0,50
Nouvelle-Zélande .....	0,50
Pakistan .....	0,74
Panama .....	0,05
Paraguay .....	0,04
Pays-Bas .....	1,35
Pérou .....	0,20
Philippines .....	0,29
Pologne .....	1,05
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	11,37
Salvador .....	0,05
Suède .....	1,85
Syrie .....	0,11
Tchécoslovaquie .....	0,99
Thaïlande .....	0,24
Turquie .....	0,91
République socialiste soviétique d'Ukraine .....	0,92
Union des Républiques socialistes soviétiques .....	6,98
Union Sud-Africaine .....	1,04
Uruguay .....	0,18
Venezuela .....	0,30
Yémen .....	0,04
Yougoslavie .....	0,36
<b>TOTAL</b> .....	<b>100,00</b>

## V. BAREME DES CONTRIBUTIONS DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

21. Le 24 novembre 1949, l'Assemblée générale a adopté la résolution suivante (311 B (IV)) :

*“L'Assemblée générale,*

*“Estimant qu'il est possible d'établir une relation encore plus étroite entre les barèmes des contributions des Etats Membres tant à l'Organisation des Nations Unies qu'aux institutions spécialisées,*

*“1. Reconnaît que, dans la mesure où les contributions des Etats membres des institutions spécialisées sont calculées suivant des principes analogues à ceux sur lesquels reposent les contributions des Membres de l'Organisation des Nations Unies, il est désirable qu'on utilise les mêmes données pour le calcul de ces contributions;*

*“2. Autorise le Comité des contributions à faire des recommandations ou à donner des avis au sujet du barème des contributions à toute institution spécialisée qui lui en fera la demande;*

*“3. Prie le Secrétaire général de faire connaître à*

toutes les institutions spécialisées que le Comité des contributions est prêt à s'acquitter de cette tâche.”

22. Le Comité a étudié la procédure à suivre pour mettre en œuvre cette résolution et a pris les mesures qui lui semblaient appropriées à la lumière des instructions que l'Assemblée générale lui avait antérieurement données. Lorsqu'il fait des recommandations ou qu'il donne des avis, le Comité ne peut pas, même indirectement, assumer la responsabilité du barème des contributions des institutions spécialisées. En outre, le Comité ne croit pas qu'il doive essayer d'appliquer, pour le compte d'une institution spécialisée, des principes qui ne sont pas analogues à ceux sur lesquels reposent les contributions des Etats Membres des Nations Unies.

23. En conséquence, le Comité a pris des dispositions pour que les renseignements statistiques de base qu'il utilise lui-même soient mis à la disposition des institutions spécialisées, mais il désire insister sur le fait que, si les statistiques dont il dispose sont devenues

plus sûres au cours des dernières années, elles sont encore incomplètes et insuffisantes en ce qui concerne un certain nombre de pays. Les institutions spécialisées doivent par conséquent se rendre compte que les chiffres qui leur sont transmis n'ont qu'une valeur relative.

24. Le Comité a pris des dispositions pour que le Secrétariat fournisse aux institutions spécialisées qui en font la demande les renseignements les plus récents, dont certains peuvent être confidentiels, sur :

- a) Le revenu national en monnaie nationale;
- b) Le revenu national exprimé en dollars des Etats-Unis, en spécifiant les diverses méthodes utilisées pour la conversion;
- c) La population;
- d) Le revenu par habitant;
- e) Les méthodes et les formules techniques employées par le Comité pour évaluer l'abattement à appliquer dans le cas d'un revenu national inférieur à un chiffre déterminé;
- f) La documentation relative aux méthodes utilisées par les différents pays pour procéder à leurs évaluations du revenu national, les corrections apportées aux chiffres publiés et les notes relatives à la mesure dans laquelle ces renseignements sont sûrs.

25. En ce qui concerne les pays qui sont membres d'institutions spécialisées mais ne sont pas membres des Nations Unies, le Secrétariat fournira les renseignements relatifs au revenu national et les autres statistiques dont il dispose.

26. Le Comité a examiné un rapport du Secrétaire général relatif aux communications reçues des institutions spécialisées conformément à la résolution de l'Assemblée générale. En réponse à des demandes précises de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation internationale du Travail, des renseignements et des données ont été fournis à propos de certains points particuliers. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a demandé au Comité des contributions, par l'intermédiaire de sa présidente, quel est le pourcentage de contribution théorique que devraient verser quatre pays qui ne sont pas membres des Nations Unies. Le Comité a approuvé les mesures prises pour fournir à l'UNESCO ce renseignement sur ces pays car les contributions des membres de cette organisation sont fixées selon des principes analogues à ceux sur lesquels reposent les contributions des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

## VI. AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE COMITE

### CONTRIBUTION DE LA SUISSE AUX FRAIS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

27. Le 20 octobre 1949, l'Assemblée générale a décidé (résolution 343 (IV)) que la Suisse contribuerait dans une proportion de 1,65 pour 100 aux dépenses de la Cour internationale de Justice pour l'année 1950. Cette contribution, qui a été fixée par l'Assemblée générale sous réserve de consultations avec le Gouvernement suisse, a été acceptée pour l'année 1950, mais le Gouvernement suisse s'est réservé le droit de demander une réduction de ce pourcentage pour l'année suivante.

28. En procédant cette année à un nouvel examen du pourcentage de la contribution de la Suisse aux dépenses de la Cour internationale de Justice, le Comité a tenu compte d'une demande officielle du Gouvernement suisse en vue d'une réduction du pourcentage de sa contribution aux dépenses de la Cour et il a examiné les documents soumis à l'appui de cette demande.

29. Le Comité estime que, si la Suisse figurait parmi les pays énumérés dans le barème des contributions pour l'ensemble du budget de l'Organisation des Nations Unies, une réduction du pourcentage de sa contribution pour l'année 1951 serait justifiée. Le Comité estime cependant que, du fait que la contribution de la Suisse représente un pourcentage des seules dépenses directes de la Cour et non de toutes les dépenses directes ou indirectes, il ne serait pas déraisonnable de demander à la Suisse de continuer à verser une contribution équivalente à 1,65 pour 100 des dépenses directes de la Cour.

30. Le Comité recommande par conséquent que la Suisse contribue dans une proportion de 1,65 pour 100 aux dépenses de la Cour pour l'année 1951.

### CONTRIBUTION DE LA PRINCIPAUTÉ DU LIECHTENSTEIN AUX FRAIS DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

31. A la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 363 (IV) en date du 1er décembre 1949, la Principauté du Liechtenstein est devenue, le 29 mars 1950, partie au Statut de la Cour internationale de Justice. Le Comité recommande que, pour l'année 1951, la Principauté du Liechtenstein contribue dans une proportion de 0,04 pour 100 aux dépenses de la Cour. Cette contribution donnerait lieu à consultation avec la Principauté du Liechtenstein.

32. Le Comité recommande que, pour l'année 1950, la Principauté du Liechtenstein verse une somme équivalente aux trois quarts de la contribution de 0,04 pour 100 aux dépenses de la Cour pour 1950.

### SYSTÈME DU POURCENTAGE OU SYSTÈME DE RÉPARTITION PAR UNITÉ

33. L'Assemblée générale a décidé le 14 décembre 1946 (résolution 69 (I)) "que, étant donné qu'il peut être plus commode pour l'Organisation des Nations Unies d'adopter le système de répartition par unité plutôt que le système du pourcentage, le Comité des contributions est invité à examiner les avantages et inconvénients respectifs des deux méthodes". Dans ses rapports précédents, le Comité a recommandé d'ajour-

ner l'examen des avantages et inconvénients respectifs du système de répartition par unité et du système du pourcentage jusqu'à l'adoption d'un barème de caractère plus permanent. Comme le Comité recommande maintenant d'adopter le barème de répartition pour 1951 pour une année seulement, l'examen de la question du système de répartition par unité et du système du pourcentage a de nouveau été ajourné.

#### RECouvreMENT DES CONTRIBUTIONS

34. Le Comité a reçu un rapport sur le recouvrement des contributions. Il a pris note du fait que, à la date du 10 août 1950, les recouvrements atteignaient 96,40 pour 100 du montant total des contributions au titre de 1949 et 33,07 pour 100 de ce montant au titre de 1950.

35. Aucun Etat Membre n'ayant actuellement un arriéré égal à la contribution de deux années entières, le Comité n'a pas eu à demander l'application de l'Article 19 de la Charte.

#### VERSEMENT D'UNE PARTIE DES CONTRIBUTIONS DE 1950 DANS UNE MONNAIE AUTRE QUE LE DOLLAR DES ETATS-UNIS

36. L'Assemblée générale a décidé le 20 octobre 1949 (résolution 343 (IV)) "que, nonobstant les dispositions de l'article 20 du règlement financier provisoire, le Secrétaire général est habilité à accepter, lorsqu'il le jugera à propos, et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des con-

tributions des Etats Membres pour l'exercice financier 1950 soit versée en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis".

37. Le Comité a pris note du fait que, pour l'année 1950, il a été possible d'accepter le versement par les Etats Membres d'une somme s'élevant à 15 pour 100 de leur contribution pour l'année 1950 (abstraction faite de la contribution spéciale pour la région de Jérusalem) en francs suisses, et d'une somme s'élevant à 7 pour 100 de leur contribution en dix autres monnaies. Il y a eu ainsi, par rapport à 1949, où l'on avait accepté uniquement des versements en francs suisses, un élargissement considérable de la possibilité qui est laissée aux Etats Membres de verser une partie de leurs contributions dans une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis. Etant donné que la pénurie de dollars persiste dans de nombreux pays, il se peut que l'Assemblée générale décide d'habiliter à nouveau le Secrétaire général à accepter le versement d'une partie des contributions pour l'année 1951 dans une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis.

38. Treize Etats Membres ont fait savoir qu'ils se proposaient d'effectuer des versements dans une ou plusieurs des monnaies désignées; le total de ces versements représentera l'équivalent de 1.365.720 dollars.

39. Un seul Etat Membre a décidé de faire un versement en francs suisses, ce versement représentant 561.386 dollars.

## ANNEXE

### Mandat du Comité des contributions

#### MANDAT PRIMITIF

Le mandat primitif du Comité des contributions est énoncé au chapitre IX (section 2, paragraphes 13 et 14) du rapport de la Commission préparatoire (PC/20) et dans le rapport de la Cinquième Commission (A/44); il a été adopté au cours de la première partie de la première session de l'Assemblée générale, le 13 février 1946 (résolution 14 A, 3 (I)).

Les paragraphes pertinents du rapport de la Commission préparatoire qui comprennent les amendements de la Cinquième Commission sont les suivants:

#### *"Répartition des dépenses*

"13. Les dépenses de l'Organisation des Nations Unies seraient réparties, d'une manière générale, selon la capacité de paiement. Il est toutefois difficile de mesurer cette capacité uniquement par des moyens statistiques et impossible d'arriver à une formule précise. A première vue, des évaluations comparées du revenu national fourniraient, semble-t-il, le critère le plus équitable. Les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour éviter des anomalies dans la répartition seraient les suivants:

"a) Le revenu comparé par habitant;

"b) La désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la deuxième guerre mondiale;

"c) La mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères.

"Il conviendrait encore de se mettre en garde contre deux tendances opposées: certains Membres désireront peut-être diminuer indûment l'importance de leur contribution, alors que d'autres désireront l'augmenter sans autre motif que des raisons de prestige. Si l'on fixe un plafond aux contributions, il ne faut pas que cela empêche de discerner clairement le rapport entre la contribution d'une nation et sa capacité de paiement. Il faudrait laisser le Comité libre de prendre en considération, pour arriver à ses conclusions, toute donnée se rapportant à la capacité de paiement et tous autres éléments appropriés. Le barème, une fois fixé par l'Assemblée générale, ne devrait pas être soumis à une révision générale pendant un minimum de trois ans, ou à moins qu'il ne se soit manifestement produit des changements importants dans la capacité de paiement des Membres les uns par rapport aux autres.

"14. La Commission aurait encore les attributions ci-après:

"a) Soumettre des recommandations à l'Assemblée générale sur les contributions des nouveaux Membres;

"b) Examiner les demandes formulées par les Membres en vue d'une modification de l'assiette de leur contribution et faire rapport à l'Assemblée générale; et

"c) Etudier les mesures à prendre au cas où des Etats seraient en défaut dans le paiement de leur contribution et faire rapport à leur sujet;

"Donner alors un avis à l'Assemblée générale sur l'application de l'Article 19 de la Charte."

RÉSOLUTION 238 (III) ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE LE 18 NOVEMBRE 1948

*L'Assemblée générale,*

*Reconnaissant*

a) Qu'en temps normal aucun Etat Membre ne doit, pour aucune année, contribuer pour plus d'un tiers à couvrir les dépenses ordinaires de l'Organisation des Nations Unies,

b) Qu'en temps normal, la contribution par habitant d'aucun Etat Membre ne doit dépasser la contribution par habitant de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée,

c) Que le Comité des contributions a besoin, pour l'exécution de sa tâche, de renseignements statistiques plus satisfaisants,

*En conséquence*

1. *Confirme* le mandat du Comité des contributions que l'Assemblée générale a adopté par sa résolution du 13 février 1946 (résolution 14 A, 3 (I));

2. *Invite* les Etats Membres à seconder le Comité des contributions en lui fournissant les statistiques dont ils disposent et tous autres renseignements indispensables au Comité pour l'accomplissement de sa tâche;

3. *Accepte* le principe de la fixation d'un maximum pour le pourcentage des contributions de l'Etat Membre dont la quote-part est la plus élevée;

4. *Charge* le Comité des contributions, en attendant qu'un barème de caractère plus permanent soit proposé, de présenter une recommandation sur la façon dont on peut utiliser les contributions supplémentaires provenant a) de l'admission de nouveaux Membres et b) de l'augmentation de la capacité de paiement de certains Membres, pour corriger les imperfections du barème actuel ou encore pour réduire le taux des contributions des Membres actuels;

5. *Décide* que, lorsqu'on aura supprimé les imperfections du barème actuel et qu'on proposera un barème de caractère plus permanent, au moment où la situation économique mondiale s'améliorera, l'Assemblée générale fixera le taux de la contribution maximum pour la quote-part la plus élevée.



# DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

## ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.  
Alsina 500  
BUENOS AIRES

## AUSTRALIE

H. A. Goddard Pty. Ltd.  
255a George Street  
SYDNEY, N. S. W.

## BELGIQUE

Agence et Messageries de la  
Presse, S. A.  
14-22 rue du Persil  
BRUXELLES  
W. H. Smith & Son  
71-75 Boulevard Adolphe Max  
BRUXELLES

## BOLIVIE

Librería Científica y Literaria  
Avenida 16 de Julio, 216  
Casilla 972  
LA PAZ

## BRESIL

Livraria Agir  
Rua Mexico 98-B  
Caixa Postal 3291  
RIO DE JANEIRO

## CANADA

The Ryerson Press  
299 Queen Street West  
TORONTO

## CEYLAN

The Associated Newspapers of  
Ceylon, Ltd.  
Lake House  
COLOMBO

## CHILI

Edmundo Pizarro  
Merced 846  
SANTIAGO

## CHINE

The Commercial Press Ltd.  
211 Honan Road  
SHANGHAI

## COLOMBIE

Librería Latina Ltda.  
Apartado Aéreo 4011  
BOGOTÁ

## COSTA-RICA

Tréjos Hermanos  
Apartado 1313  
SAN JOSÉ

## CUBA

La Casa Belga  
René de Smedt  
O'Reilly 455  
LA HABANA

## DANEMARK

Einar Munksgaard  
Nørregade 6  
KØBENHAVN

## EGYPTE

Librairie "La Renaissance d'Egypte"  
9 Sh. Adly Pasha  
CAIRO

## EQUATEUR

Muñoz Hermanos y Cía.  
Nueve de Octubre 703  
Casilla 10-24  
GUAYAQUIL

## ETATS-UNIS D'AMERIQUE

International Documents Service  
Columbia University Press  
2960 Broadway  
NEW YORK 27, N. Y.

## ETHIOPIE

Agence éthiopienne de publicité  
P. O. Box 8  
ADDIS-ABEBA

## FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa  
2, Keskuskatu  
HELSINKI

## FRANCE

Editions A. Pedone  
13, rue Soufflot  
PARIS, V<sup>e</sup>

## GRECE

"Eleftheroudakis"  
Librairie internationale  
Place de la Constitution  
ATHÈNES

## GUATEMALA

José Goubaud  
Goubaud & Cía. Ltda.  
Sucesor  
5a Av. Sur No. 6 y 9a C. P.  
GUATEMALA

## HAITI

Max Bouchereau  
Librairie "A la Caravelle"  
Boîte postale 111-B  
PORT-AU-PRINCE

## INDE

Oxford Book & Stationery Company  
Scindia House  
NEW DELHI

## INDONESIE

Pembangunan - Ophouw  
Uitgevers en Boekverkopers  
Gunung Sahari 84  
DJAKARTA

## IRAK

Mackenzie's Bookshop  
Booksellers and Stationers  
BAGHDAD

## IRAN

Bongahe Piaderow  
731 Shah Avenue  
TEHERAN

## ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar  
Eymundsonnar  
Austurstreti 18  
REYKJAVIK

## ISRAEL

Leo Blumstein  
P.O.B. 4154  
35 Allenby Road  
TEL-AVIV

## LIBAN

Librairie universelle  
BEYROUTH

## LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer  
Place Guillaume  
LUXEMBOURG

## NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag  
Kr. Augustgt. 7A  
OSLO

## NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of  
New Zealand  
P. O. 1011, G.P.O.  
WELLINGTON

## PAKISTAN

Thomas & Thomas  
Fort Mansion, Frere Road  
KARACHI

## PAYS-BAS

N. V. Martinus Nijhoff  
Lange Voorhout 9  
's-GRAVENHAGE

## PEROU

Librería internacional del Peru,  
S.A.  
Casilla 1417  
LIMA

## PHILIPPINES

D. P. Pérez Co.  
132 Riverside  
SAN JUAN, RIZAL

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana  
Calle Mercedes No. 49  
Apartado 656  
CIUDAD TRUJILLO

## ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office  
P. O. Box 569  
LONDON, S.E. 1

## SUEDE

A.-B. C. E. Fritze's Kungl.  
Hofbokhandel  
Fredsgatan 2  
STOCKHOLM

## SUISSE

Librairie Payot S. A.  
LAUSANNE  
Hans Raunhardt  
Kirchgasse 17  
ZÜRICH I

## SYRIE

Librairie universelle  
DAMAS

## TCHECOSLOVAQUIE

F. Topic  
Narodni Trida 9  
PRAHA 1

## TURQUIE

Librairie Hachette  
469 Istiklal Caddesi  
BEYOGLU-ISTANBUL

## UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore, Pty., Ltd.  
P. O. Box 724  
PRETORIA

## URUGUAY

Librería Internacional S.R.L.  
Dr. Hector D'Elia  
Calle Uruguay 1331.  
MONTEVIDEO

## VENEZUELA

Escritoría Pérez Machado  
Conde a Piñango 11  
CARACAS

## YUGOSLAVIE

Drzavno Preduzece  
Jugoslovenska Knjiga  
Marsala Tita 23-11  
BEOGRAD